Le 25-09-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Les frères Kononovitch (à gauche et à droite) avec une affiche annonçant la grève de la faim du 5 août 2026. Photo: *anti-imperialism.by*

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Le 5 août, 2026 162 prisonniers ukrainiens incarcérés dans les geôles de V. Zelinsky dont, 92 prisonniers politiques, ont mené une grève de la faim d'une journée pour protester contre les conditions inhumaines, la torture et les exécutions extrajudiciaires perpétrées dans les prisons ukrainiennes. Les prisonniers sont dès leur arrivés informés : « Ou vous encaissez toutes les humiliations et vous vous soumettez, soit votre vie devient impossible, au sens propre comme au figuré »
Selon le site web anti-imperialism.by, plus de 200 personnes de 15 autres pays (Russie, Turquie, Royaume-Uni, Allemagne, Grèce, etc.) ainsi qu'une vingtaine de proches de prisonniers politiques ukrainiens, ont également participé au mouvement de protestation.
Le blackout des médias occidentaux atteste une fois encore que leur embrigadement idéologique au service de Zelensky domine toutes les « informations » qu'ils déversent pour persuader les lecteurs, les téléspectateurs que l'Ukraine c'est le camp du bien et la Russie celui du mal !

Les faits, les témoignages : des détenus de six prisons et centres de détention provisoires ont participé à la grève de la faim notamment, à Kiev, Lviv, Vinnytsia et dans l'oblast de Dnipropetrovsk (est du pays). Au centre de détention provisoire de Nikolaïev (sud de l'Ukraine), 9 prisonniers ont fait la grève de la faim. Il s'agit du centre où est incarcéré Bogdan Syrotiuk, militant trotskyste ukrainien opposant à la guerre, récemment condamné à 15 ans de prison, malgré l'absence totale de preuves. pour « haute trahison » par un tribunal ukrainien aux ordres de Zelensky, Un autre prisonnier politique du même centre, Igor Savitskyi, aurait été placé à l'isolement pour sa participation à cette journée d'action.
Parmi les participants à la grève figurent également les frères Mikhaïl et Alexandre Kononovitch, deux dirigeants de la Ligue de la jeunesse communiste ukrainienne (Komsomol), disparus au début de la guerre et torturés par les services secrets ukrainiens (SBU) infestés de néonazis. Les frères Kononovitch sont actuellement assignés à résidence.

Cette grève de la faim, co-organisée par l'Association pour les droits des prisonniers politiques et les droits de l'homme (cofondée par les frères Kononovich) et la Plateforme de solidarité internationale avec les prisonniers politiques, met en lumière les conditions épouvantables qui règnent dans les prisons ukrainiennes et indique aussi que les longues peines de prison sont, en réalité, des condamnations à mort.

Le mouvement du 5 août visait spécifiquement à dénoncer les conditions inhumaines et les cas de torture à la colonie pénitentiaire n° 86 de Vinnytsia.

Une lettre d'un détenu, citée dans un article d'*Ukraina.Ru*, décrit ainsi les conditions de détention : « *Les plafonds s'effondrent et doivent être soutenus par des poteaux en bois. La cuisine n'a pas été rénovée depuis l'époque soviétique, lorsque la colonie a été construite dans les années 1940. Les rats et les cafards pullulent dans les baraquements. Le sol est fait de planches peintes et pourries. Les murs sont en train de s'effondrer. La nourriture servie à la cantine est pire que ce que l'on donnerait à des porcs : une bouillie de blé mélangée à de la graisse et des vers, à vomir instantanément. Le pain cuit sur place contient des débris, des mites et des vers ; la farine n'est même pas tamisée. Le règlement prévoit une ration quotidienne de viande de 100 grammes par détenu, mais la portion servie ne dépasse même pas 25 grammes. Et on peut difficilement appeler cela de la viande ; il s'agit de déchets – non nettoyés et non triés – simplement bouillis et servis aux prisonniers. Lorsque ces derniers se plaignent, les gardiens hurlent : « Sacrés détenus, fermez-la ! Vous aurez vos rations complètes à la maison !* ».
Les colis sont distribués avec un retard de cinq jours, voire plus. [...] Les détenus sont privés d'accès au téléphone pendant des périodes de 10 à 12 jours, alors que la loi et le règlement intérieur exigent un accès quotidien dès qu'une demande a été faite.

Des rapports disciplinaires et des réprimandes sont distribués pour n'importe quelle raison, et les détenus sont jetés au cachot (cellule d'isolement) pendant 14 jours pour avoir refusé d'effectuer des « tâches de deux heures », comme récupérer de la ferraille dans un atelier incendié – un travail qui n'est même pas prévu par la charte de la colonie [...]
L'infirmerie est déplorable. Le médecin-chef est tellement indifférent au sort des prisonniers qu'il est impossible d'obtenir des médicaments de sa part. Un homme de 75 ans s'est effondré sur le trottoir après avoir été victime d'un AVC. Le médecin-chef s'est contenté de rire et a prétendu que l'homme faisait semblant.
Le personnel pénitentiaire maltraite, humilie et bat les détenus. Ils les emmènent au quartier général – plus précisément à l'unité opérationnelle – où une dizaine d'hommes les encerclent, les rouent de coups de pied, les projettent au sol, leur brisent des côtes et les frappent à la tête. Ils les étirent par les bras et les jambes et les frappent sur les côtes et le corps avec des bouteilles en verre pour éviter les ecchymoses. Ils menacent de les attacher et de les battre comme des chiens pendant deux heures. Les agents Tsip et Vygorsky emmènent des prisonniers au quartier général et les battent avec le personnel des opérations. Le 5 juillet, le chef de l'unité de quarantaine, Vitaly Vladimirovich, ivre au travail, a frappé Georgy Mikityuk, un homme handicapé porteur d'une plaque de métal dans le crâne. Il l'a frappé à l'endroit précis de la plaque et lui a lancé : « Je vais te l'enfoncer dans la tête, espèce d'ordure ! ».

Alexandr Melnyk, un des prisonniers ayant participé à la grève de la faim, endure depuis des années le calvaire du système pénitentiaire ukrainien. Condamné à sept ans de prison pour « collaboration » avec la Russie, il ne cesse de clamer son innocence et d'affirmer avoir été arrêté pour avoir distribué de l'aide humanitaire de la Croix-Rouge. Dans une lettre (lire le témoignage complet en suivant le lien) publiée en septembre 2024 par *Ukraina.Ru*, il décrit, durant son incarcération au sein du système pénitentiaire ukrainien, la violation systématique de son droit à un procès équitable. Après le premier jugement, malgré un appel en cours, il a été transféré illégalement d'un centre de détention provisoire à la colonie pénitentiaire n° 101. « *Cette colonie*, écrit-il, *[...] était autrefois une prison de haute sécurité classique pour les personnes condamnées pour des crimes graves. Elle avait été fermée à l'approche du front et les détenus dispersés dans d'autres prisons d'Ukraine. Cependant, face à l'intensification des efforts du SBU pour identifier les « ennemis intérieurs » – et à l'augmentation conséquente du nombre de condamnations –, le besoin d'un camp spécialisé s'est fait sentir.*
Le transfert du centre de détention provisoire de Loukianivka à la colonie pénitentiaire de Kamianne (n° 1) fut une véritable épreuve. J'ai passé un mois dans des centres de détention à Dnipropetrovsk et Zaporijia, où les conditions de détention étaient épouvantables et où j'étais constamment battu par les gardiens. Durant cette courte période, j'ai subi vingt et une fouilles humiliantes, au cours desquelles mes maigres possessions de prisonnier ont été éparpillées sur le sol.
Après avoir enduré ce qui ressemblait à un cauchemar, j'attendais avec impatience mon arrivée à la colonie, y voyant une forme de délivrance. La télévision ukrainienne avait diffusé plusieurs reportages sur ce « paradis pour prisonniers politiques », décrivant comment les détenus recevaient des cours respectueux sur l'histoire ukrainienne et soulignant l'atmosphère calme et les conditions de vie décentes. On y affirmait que la colonie avait été spécialement réaménagée pour protéger les « collaborateurs » d'éventuelles violences de la part de la population carcérale criminelle, animée d'un fort patriotisme. Mais, comme on l'a découvert, nous n'étions pas protégés des gardiens eux-mêmes.
À notre arrivée, nous avons été accueillis par le directeur de la colonie pénitentiaire, Alexandre Soloviev. Il a immédiatement donné le ton : hurlant et jurant à chaque instant, il nous a clairement fait comprendre que nous n'étions rien, que nous n'avions aucun statut. Et c'était bien la réalité. Des cris incessants emplissaient la colonie de 6 h à 22 h. Personne ne nous adressait la parole ; on hurlait, on jurait et on lançait des insultes. De 6 h à 22 h, un prisonnier n'avait même pas le droit de s'asseoir sur sa couchette [...] Les gardiens donnaient fréquemment des coups de pied dans le dos des

détenus, non pas parce qu'ils traînaient, mais simplement pour « les tenir en alerte ». Par conséquent, presque tous les détenus avaient des ecchymoses. Et ce n'était que le début.
Pour entrer dans l'enceinte principale, il fallait d'abord passer par la quarantaine. Officiellement, c'était un moment et un lieu dédiés à l'hygiène et à la désinfection. En réalité, c'était la première et la plus cruciale étape pour casser le moral des détenus. Tous étaient contraints d'accomplir les tâches les plus répugnantes et dégradantes : vider les poubelles et nettoyer les toilettes. Pour bien comprendre, la colonie employait du personnel dédié, payé pour ce travail. Mais l'administration avait tout intérêt à utiliser les nouveaux arrivants pour ces corvées, illustrant ainsi parfaitement la véracité du discours d'ouverture du directeur : soit vous encaissez toutes les humiliations et vous vous soumettez, soit votre vie devient impossible, au sens propre comme au figuré.
J'ai refusé de me soumettre.
J'étais battu un jour sur deux. Cela a commencé le lendemain matin de mon premier refus d'exécuter un ordre humiliant – et, surtout, illégal. Dès que mon insubordination était signalée à la direction, la « procédure physique » s'ensuivait. Les coups n'étaient pas infligés par des employés ordinaires, mais par ceux que j'appelais les « brutes », des colosses bodybuildés dont les manches de T-shirt semblaient prêtes à exploser sous leurs biceps. On aurait dit que ces types s'étaient entrainés exprès pour ce boulot – et qu'ils y prenaient visiblement du plaisir. Cela me rappelle un vers de Vladimir Vysotsky : « Et tandis qu'il me broyait les côtes, il pensait : "La vie est belle, et vivre est doux !" »
C'était pareil ici : coups de poing, coups de coude, coups de pied [...] À un moment donné, on cesse de réagir rationnellement et on se met à rire en plein milieu du passage à tabac.
Parfois, ils s'amusaient à forcer les prisonniers à adopter la position « en croix » : les mains contre le mur, les jambes écartées, et rester ainsi pendant des heures. La troisième ou quatrième fois qu'ils m'ont emmené pour cette « procédure », ils ont rempli le rapport standard et m'ont ordonné de prendre la position. J'ai dit : « Frappez-moi, bon sang ! C'est quoi ce cirque ? » Ils sont restés silencieux, se regardant avec perplexité.
« Qu'est-ce que vous regardez ?» ai-je demandé. « Vous croyez vraiment que si vous me frappez encore une ou deux fois, j'oublierai ma dignité humaine ? Autant me tuer. ». Mais à la Colonie pénitentiaire 101, on ne tue personne. Après tout, un mort ne travaille pas. Et le travail est obligatoire.

Selon la loi ukrainienne, le travail en prison n'est pas obligatoire, mais la Colonie 101 a son propre amendement au règlement : certes, on «pouvait» refuser de travailler, mais alors les « fiers-à-bras » s'en prenaient à vous. La plupart des deux cents détenus (à l'heure actuelle) de la colonie pénitentiaire 101 passaient leur temps à tresser du fil barbelé. Qui étaient ces gens ? Pendant mes deux années au centre de détention provisoire de Loukianivka, j'ai vu nombre de ces « collaborateurs » et « traîtres » que le SBU utilisait pour remplir les cellules. En réalité, seul un détenu sur dix environ avait réellement collaboré avec les forces armées russes ou participé à des « activités subversives ». Les autres étaient pour la plupart des personnes qui s'étaient retrouvées en territoire occupé par les forces russes ».

La colonie pénitentiaire 101 a, depuis, fermé ses portes et de nombreux prisonniers, dont Melnyk, ont été transférés à la colonie pénitentiaire 86 de Vinnytsia considérée comme la pire du pays. Là aussi, ils ont été contraints à des travaux forcés ayant tout de l'esclavage. Melnyk a récemment déclaré à *Ukraina.Ru* :
« *On déblayait la zone, on transportait de la ferraille, des briques, tout ce qu'on trouvait. Le mois dernier, nous avons gagné entre 190 et 550 hryvnias, soit quasiment rien (entre 4,24 et 12,27 dollars). La journée de travail s'étend de 7h30 à 16h, avec une heure de pause déjeuner. On nous traite comme du bétail, comme dans un camp de concentration nazi. La nourriture à la cantine est immonde ; mes parents, au village, nourrissaient sans doute mieux leurs cochons. Le pain ressemble à de la merde. La soupe de pommes de terre, c'est juste de l'eau trouble avec deux ou trois pommes*

de terre dedans. Pas de bouillon, pas d'huile. En plat principal, on nous sert deux petits morceaux de viande puants, parfois avec les abats. À la chaîne de fabrication de fil de fer barbelé, où il faut rester debout pendant huit heures à enrouler du fil de fer barbelé, les gars repartent avec 2 000 à 3 000 hryvnias (entre 44,63 et 67 dollars). Officiellement, le montant est d'environ 4 000 hryvnias (soit 89 dollars), mais la moitié est déduite pour les charges. En bref, c'est du pur travail forcé. À cela s'ajoutent les mauvais traitements : à chaque refus de travailler, un rapport disciplinaire est établi et vous êtes jeté en cellule d'isolement – avec le risque que votre peine soit alourdie. On vous menace d'être jeté à la « fosse » – la cellule disciplinaire – ou d'une prolongation de peine. Le premier réflexe est d'aller à la « fosse », quoi qu'il arrive ; puis, après un séjour dans l'unité à régime strict, votre peine est alourdie une fois que vous y avez été jeté trois fois».

Ces conditions rappellent étrangement celles des camps de concentration

Elles violent de nombreux droits, inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme. L'article 3 de la Convention interdit explicitement la torture (mentale ou physique) ainsi que les peines ou traitements inhumains ou dégradants. L'article 4 interdit le travail forcé et l'esclavage, qui, d'après ces témoignages, sont aussi pratiqués dans le système pénitentiaire ukrainien. Sans parler des droits fondamentaux à la dignité et à un procès équitable dont ,cs la violation a justifié l'arrestation et la détention de dizaines de milliers de citoyens et de jeunes Ukrainiens.
Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme estime que 20 000 personnes font l'objet de poursuites pénales pour « haute trahison » ou « collaboration avec la Russie ». Les chiffres de 2024 font état de 55 000 personnes détenues sous le coup de ces accusations… Silence des médias occidentaux pro-UE et pro-OTAN

Expérimentation à grande échelle

L'État ukrainien a interdit toute activité politique (de gauche) et réprimé toute activité politique et syndicale indépendante. En mars 2022, le gouvernement du président Volodymir Zelensky a suspendu onze partis d'opposition et fusionné les journaux télévisés des principales chaînes nationales en une seule chaîne d'État. En juin de la même année, les tribunaux ont interdit le principal parti d'opposition au Parlement. Les grèves sont interdites sous la loi martiale et la législation du travail en temps de guerre a suspendu les conventions collectives et privé la majorité des salariés de leurs protections fondamentales. Les élections sont suspendues depuis l'expiration du mandat de Zelensky, le 20 mai 2024. Il gouverne par décret.
Tout cela est systématiquement passé sous silence par les médias américains et pro-européens. Pour promouvoir la guerre, un gouvernement fasciste est présenté comme un modèle de démocratie.

Les conditions de détention dans les prisons ukrainiennes révèlent la véritable nature de la guerre menée contre la Russie. Contrairement à la propagande mensongère de l'Occident global, l'Union européenne et l'OTAN, il ne s'agit pas d'une guerre pour la « démocratie » ou la « liberté », mais d'une guerre des puissances impérialistes euro-étasuniennes et de l'oligarchie financière pour soumettre et exploiter l'ensemble de l'ex-Union soviétique. Son instrument politique et social principal repose sur des forces fascistes, néo-nazies qui ont investi, avec l'appui de l'UE et des USA, l'armée et l'appareil d'État fantoche de Zelensky.

Le gouvernement russe est lui aussi autoritaire mais la répression contre le mouvement anti-guerre en Russie, dénoncé par exemple par le *Times* (USA) ou la presse aux ordres de l'UE, est sans commune mesure avec celle qui sévit en Ukraine, pourtant sur laquelle les journaux sont et restent silencieux. En Russie, un parti libéral a été exclu des listes électorales ; en Ukraine, tous les partis de gauche ont été purement interdits. Et il n'y a même pas de vote, puisque les élections ont été

abolies.
Or, le Times n'est pas le seul à garder le silence. Une recherche sur les sites suivants : *Wall Street Journal*, *Washington Post, Guardian*, *Le Monde*, *Der Spiegel*, *Süddeutsche Zeitung*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, de la *BBC*, *CNN*, *Reuters*, *Associated Press* et *Agence France-Presse* ne donne aucun résultat concernant les arrestations, procès ou verdicts des opposants ukrainiens…
Les médias américains et européens occultent systématiquement, depuis plus de quatre ans, les informations relatives à la répression politique en Ukraine. Ce silence a une fonction précise : il protège le mensonge fondamental sur lequel reposerait le soutien populaire à la guerre : celui d'une guerre pour la démocratie, menée pour défendre les droits démocratiques.
Cette censure doit cesser. Il faut briser le mur du silence.

Car c'est une guerre pour l’appropriation des ressources naturelles de l'Ukraine mais aussi contre ses classes populaires. La destruction des conquêtes sociales et démocratiques du peuple ukrainien constituera l’horizon politique et servira d’exemple à l’oligarchie européenne et au patronat pour imposer à tous les peuples des pays membres de l’UE le même régime de misère.

Cette désastreuse perspective pour les peuples montre l'urgence de lutter contre la guerre, souhaitée et préparée par l’UE et l’OTAN, et agir pour la libération de tous les prisonniers politiques ukrainiens, contre les délits d’opinions et pour la liberté d’expression dans tous les pays de l’UE bref, pour la sortie du système impérialiste UE-OTAN.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire